

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE**

## Sommaire

### DOCTRINE

**Patrice Adam** : L'absence d'influence d'une action en résiliation judiciaire sur l'existence de l'obligation patronale de reclassement du salarié inapte.

**Isabelle Meyrat** : Le sort des avantages issus du statut collectif à l'épreuve du principe "à travail égal, salaire égal" (à propos de l'arrêt *OEHC* du 19 juin 2007).

**Yves Saint-Jours** : L'obligation de sécurité du salarié : prévention et responsabilité.

### JURISPRUDENCE

*Voir notamment*

La compétence exclusive du juge judiciaire pour apprécier la légalité du règlement intérieur du comité d'entreprise d'une personne publique.

**Conseil d'Etat (7<sup>ème</sup> et 2<sup>ème</sup> ssr) 20 décembre 2006** - Note Maurice Cohen (p. 568)

Une unité économique et sociale ne peut revêtir conventionnellement la qualité d'employeur.

**Cour d'appel de Paris (18<sup>ème</sup> ch. C) 31 mai 2007** - Note Christophe Baumgarten (p. 574)

Le licenciement prononcé en raison d'une inaptitude qui trouve son origine dans un manquement de l'employeur à son obligation en matière de santé est dépourvu de cause réelle et sérieuse.

**Conseil de prud'hommes de Bobigny (Encadrement - Départage) 18 mai 2007** - Note Paul Bouaziz et Isabelle Goulet (p. 579)

Principe d'égalité salariale et négociation sur les parcours.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2007** - Note Michèle Bonnechère (p. 587)

Un sérieux coup de frein mis à l'arbitraire patronal dans la rémunération des coursiers.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 juin 2007** - Note Laurent Michaut (p. 591)

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Procédure prud'homale : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Daniel Boulmier**.

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Thierry Tauran** (pp. 3 et 4 de la couverture).



**Doctrine :**

**L'absence d'influence d'une action en résiliation judiciaire sur l'existence de l'obligation patronale de reclassement du salarié inapte**, par **Patrice Adam**, Maître de conférences de droit privé, Université Nancy 2 (CERIT-CRDP) ..... 551  
 Annexe : HARCELEMENT MORAL – Action en résiliation judiciaire – Déclaration d'incapacité au poste de travail – Licenciement – Respect préalable de l'obligation de reclassement.  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 30 mai 2007** ..... 555

**Le sort des avantages issus du statut collectif à l'épreuve du principe "à travail égal, salaire égal" (à propos de l'arrêt OEHC du 19 juin 2007)**, par **Isabelle Meyrat**, Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise ..... 556  
 Annexe : CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Transfert d'entreprise – Succession de délégués de service public – Engagement de conserver les avantages collectifs de l'ancien statut aux salariés présent lors du transfert – Sort des nouveaux embauchés – Atteinte au principe d'égalité de traitement (oui).  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 juin 2007** ..... 559

**L'obligation de sécurité du salarié : prévention et responsabilité**, par **Yves Saint-Jours**, Professeur émérite à l'Université de Perpignan ..... 560

**Jurisprudence :**

ACCIDENTS DU TRAVAIL – Protection de l'emploi – Salarié victime d'une rechute d'un accident survenu chez un précédent employeur – Lien avec les conditions de travail chez ce nouvel employeur – Licenciement – Inapplication de l'article L. 122-32-10 du Code du travail – Protection de l'article L. 122-32-2 acquise – Nullité du licenciement.  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 28 mars 2007** ..... 566

ACCIDENTS DU TRAVAIL – Salariée victime d'un accident provoqué par le pensionnaire d'un établissement de soin – Recours de la Sécurité sociale et de la victime contre l'employeur – Rejet par application de l'article L. 451-1 du Code de la Sécurité sociale excluant le recours au droit commun de la responsabilité.  
**COUR DE CASSATION (2<sup>e</sup> Ch. civ.) 22 février 2007** ..... 567

COMITES D'ENTREPRISE – Organisme de droit privé même si l'employeur relève du droit public – Règlement intérieur du comité – Personnes invitées aux séances.  
**CONSEIL D'ETAT (7<sup>me</sup> et 2<sup>me</sup> ssr) 20 décembre 2006** ..... 568  
**Note Maurice Cohen** ..... 569

CONGES PAYES – Caisse – Obligation d'affiliation de l'employeur – Liberté d'association – Atteinte excessive (non).  
**COUR DE CASSATION (1<sup>re</sup> Ch. civ.) 28 juin 2007** ..... 570  
**Note Arnaud de Senga** ..... 570

DEMISSION – Contestation – Requalification – Prise d'acte – Conditions (deux espèces).  
**Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 9 mai 2007** ..... 571  
**Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 9 mai 2007** ..... 572  
**Note Arnaud de Senga** ..... 573

EMPLOYEUR – Notion – Unité économique et sociale – Personnalité morale (non) – Qualité d'employeur (non).  
**COUR D'APPEL DE PARIS (18<sup>e</sup> Ch. C) 31 mai 2007** ..... 575  
**Note Christophe Baumgarten** ..... 575

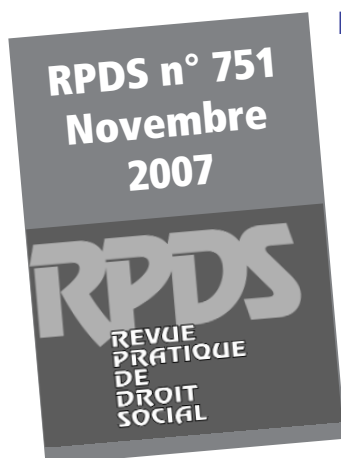
GREVE – Revendications professionnelles préalables – Information de l'employeur – Non-obligation de présentation par les grévistes ou le syndicat – Information par des tiers ou au cours de réunions d'institutions représentatives suffisante.  
**COUR DE CASSATION (Ch. soc.) 28 février 2007** ..... 578

GREVE – Revendications professionnelles – Notion – Changement du mode de gestion de l'entreprise – Décision ne relevant pas du pouvoir de décision de l'employeur – Caractère indifférent.  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 23 octobre 2007** ..... 579

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Inaptitude – Origine se trouvant dans un manquement de l'employeur à son obligation de santé envers ses salariés – Défaut de cause réelle et sérieuse.	
<b>CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE BOBIGNY (Encadrement - Départage) 18 mai 2007</b> .....	579
<b>Note Paul Bouaziz et Isabelle Goulet, Avocats au Barreau de Paris</b> .....	581
LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Lettre de licenciement – Motivation – Difficultés économiques et sauvegarde de la compétitivité – Cadre d'appréciation – Défaut de référence au secteur d'activité du groupe – Absence de cause réelle et sérieuse (deux espèces).	
<b>Première espèce : COUR D'APPEL DE CHAMBERY (Ch. Soc.) 26 octobre 2006</b> .....	583
<b>Deuxième espèce : COUR D'APPEL DE CHAMBERY (Ch. Soc.) 18 septembre 2007</b> .....	584
<b>Note Paul Darves-Bornoz</b> .....	586
REMUNERATION – Principe "à travail égal, salaire égal" – Conventions et accords collectifs – Notion de situation identique – Parcours professionnels spécifiques.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 3 juillet 2007</b> .....	587
<b>Note Michèle Bonnechère</b> .....	588
SYNDICATS PROFESSIONNELS – Délégué syndical – Etablissement distinct – Communauté de travail – Caractérisation – Participation à un mouvement de grève.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 février 2007</b> .....	590
TEMPS DE TRAVAIL – Sécurité – Dispositions conventionnelles – Transports routiers – Prime de rendement au kilomètre – Incitation au dépassement de la durée du travail – Illicéité.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 20 juin 2007</b> .....	591
<b>Note Laurent Michaut, Secteur LDAJ Union locale CGT Paris 17<sup>e</sup></b> .....	592

## Chronique jurisprudentielle :

<b>Procédure prud'homale</b> , extraits de décisions sélectionnés et commentés par <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy 2 - CERIT-CRDP, EA 138 co-auteur du Lamy Prud'hommes.	
DECLARATION D'APPEL – Copie du jugement - Omission dans la déclaration – Irrecevabilité d'office : non.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 juin 2007</b> .....	593
DECLARATION D'APPEL – 1° Copie du jugement - Omission dans la déclaration - Communication dans les délais – Preuve - 2° Jurisdiction territorialement incompétente - Irrecevabilité de l'appel : non.	
<b>COUR D'APPEL DE NANCY (Ch. Soc.) 30 mars 2007</b> .....	593



## RPDS n° 751 - Novembre 2007

*Au sommaire :*

- Jurisprudence de droit social 2006-2007
- Vingt décisions significatives publiées et commentées par la rédaction

Commandes à : NSA La Vie Ouvrière, BP 88, 27190 Conches en Ouche

Prix du numéro : 6,20 € (+ forfait de 3 € par envoi).

Abonnement : 65 € par an à NSA La Vie Ouvrière,  
BP n° 50119, 92244 Malakoff cedex.

Commandes et abonnement en ligne sur notre site Internet [www.librairie-nvo.com](http://www.librairie-nvo.com)